Au Burundi, sans la carte du parti, “adieu veau, vache, cochon”

Courrier International,Â 08 mai 2022 - Source African Arguments Corruption - Le parti au pouvoir utilise les coopÃ©ratives agricoles financÃ©es par lâ€™Ã‰tat burundais pour recruter des membres obligÃ©s de sâ€™encarter. Ce qui devait Ãªtre une agraire ambitieuse et Ã©galitaire sâ€™avÃ¨re un vÃ©ritable instrument partisan de mise au pas de tout un pays.

Jean Niyangabo a 33Â ans. Il avait commencÃ© des Ã©tudes universitaires dans la capitale, Bujumbura. Mais, Ã court dâ€™argent, il est rentrÃ© il y a quelques annÃ©es dans sa ville natale, Muhuta, dans le sud-ouest du Burundi, pour y devenir fermier. â€œJâ€™avais trÃ¨s envie dâ€™Ã©lever du petit bÃ©tail, mais je nâ€™avais pas de capitaux.â€•Â AprÃ¨s avoir connu dÃ©boires, Jean Niyangabo a finalement dÃ©cidÃ© de rejoindre la coopÃ©rative Sangwe locale. Comme les autres membres de lâ€™association, il a reÃ§u une chÃ¨vre dâ€™une valeur dâ€™environ 140Â 000Â francs burundais [65Â euros]. La chÃ¨vre mis au monde deux portÃ©es. Et Niyangabo compte bien continuer Ã agrandir son troupeau.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

â€œAu Burundi, nous sommes trÃ¨s pauvres, nous devons travailler main dans la main pour nous dÃ©velopper, explique-t-il.Â Les coopÃ©ratives Sangwe apportent de lâ€™espoir Ã des millions de personnes sans travail. Elles vont nous aider Ã rÃ© nos rÃªves.â€• Une politique agraire en apparence Ã©galitaire Dans la province de Cibitoke, dans le nord-ouest du Burundi, DieudonnÃ© Nzohabonayo, la quarantaine, se trouvait dans une situation similaire. Lui aussi a choisi de rejoindre une coopÃ©rative. Lui aussi a reÃ§u du bÃ©tail â€“ avant de se le faire confisquer quelques jours plus tard.Â â€œOn mâ€™a donnÃ en rÃ©compense de mon travail pour la Sangwe, mais le reprÃ©sentant local du parti au pouvoir, le CNDD-FDDÂ [le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie, parti dominant dans le pays depuis 2005],Â me lâ€™a reprisâ€•,Â confie-t-il. DieudonnÃ© Nzohabonayo, qui a sa carte dans un parti dâ€™opposition, rapporte que reprÃ©sentant lui a dit quâ€™il devait adhÃ©rer au parti du gouvernement pour profiter des avantages des coopÃ©ratives Sangwe. Car ces avantages sont rÃ©servÃ©s aux membres fidÃ¨les du parti. DÃ¨s son entrÃ©e en fonction, en juin 2020, le prÃ©sident Ã‰variste Ndayishimiye a fait du dÃ©veloppement Ã©conomique une de ses grandes prioritÃ©s. AprÃ¨s cinq annÃ© de troubles sanglants au Burundi, il a dÃ©clarÃ©Â :Â â€œLa guerre pour la paix est gagnÃ©e, Ã prÃ©sent, nous devons rempo guerre contre la pauvretÃ©.â€•Â AjoutantÂ :Â â€œChaque bouche doit avoir de la nourriture et chaque poche doit avoir de lâ€™ Les coopÃ©ratives Sangwe, crÃ©Ã©es en 2019 en remplacement des anciennes structures, font partie des outils dÃ©ployÃ©s par le gouvernement pour atteindre cet objectif. Une entreprise associative a ouvert dans chacune des 3Â 200Â â€œcollinesâ€•Â Burundi â€“ les collines sont des subdivisions administratives burundaises de troisiÃ¨me niveau, aprÃ¨s les communes et les provinces. Chacune dâ€™elles a reÃ§u un prÃªt de 10Â millions de francs burundais [4Â 700Â euros] pour commencer ses activitÃ©s. Elles visent Ã promouvoir une agriculture et un Ã©levage durables dans un pays oÃ¹ 90Â % de la population vit de ces secteurs. Elles ont aussi pour but de rÃ©duire le chÃ´mage, notamment chez les jeunes. Rappelons quâ€™au Burundi 63Â % de la population a moins de 25Â ans et 55Â % des moins de 25Â ans nâ€™ont pas de travail. Mainmise partisane Cela dit, prÃ¨s de deux ans aprÃ¨s lâ€™investiture dâ€™Ã‰variste Ndayishimiye, beaucoup pointent du doigt le parti au pouvoir qui, eux, utilise ces structures pour recruter des membres. Aux dires des critiques, les rÃ©unions de ces associations se tiennent souvent dans les bureaux du CNDD-FDD et sont conduites par des personnes qui ont des liens avec le parti. Dâ€™aucuns se plaignent en outre de ne pas avoir eu le droit de bÃ©nÃ©ficier des activitÃ©s des coopÃ©ratives au motif quâ€ Ã©taient membres de lâ€™opposition. â€œNous espÃ©rions que tous les habitants dâ€™une mÃªme localitÃ© pourraient en f que ses activitÃ©s leur permettraient de rÃ©soudre certains problÃ¨mes,Â expose Moise Yamuremye, prÃ©sident de la Chambre transversale des jeunes entrepreneurs du Burundi.Â Ce nâ€™est pas le cas. Les coopÃ©ratives Sangwe sont devenues des biens aux mains du parti au pouvoir. Les gens sont mÃªme obligÃ©s de porter des badges du parti pour participer aux rÃ©unions.â€• Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de lâ€™Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversation Ã©conomiques (Olucome), confirme quâ€™elles profitent de maniÃ¨re disproportionnÃ©e aux membres du CNDD-FDD alors quâ€™elles sont alimentÃ©es par lâ€™argent publicÂ :Â â€œElles sont financÃ©es par le gouvernement, grÃ¢ce aux cotisation impÃ´ts payÃ©s par lâ€™ensemble de la population. Elles devraient bÃ©nÃ©ficier Ã tout le monde.â€• De son cÃ´tÃ©, le gouv rÃ©fute ces accusations. Lors dâ€™une rÃ©union avec des responsables des coopÃ©ratives Sangwe en novembre 2021, le po parole de lâ€™AssemblÃ©e nationale, Gelase Daniel Ndabirabe, a insistÃ© sur le fait que ces derniÃ¨resÂ â€œne sont pas la p du parti CNDD-FDD, comme certains le croientâ€•. AjoutantÂ :Â â€œCâ€™est ce parti qui a eu lâ€™idÃ©e de les crÃ©er, mais gouvernement du Burundi qui les a mises en place dans lâ€™intÃ©rÃªt de tous les citoyens.â€• Roger Ngabirano, de lâ€™Age nationale de promotion et de rÃ©gulation des sociÃ©tÃ©s coopÃ©ratives au Burundi, rejette lui aussi toute accusation de favoritisme.Â â€œNous nâ€™avons eu connaissance dâ€™aucune plainte Ã ce propos,Â affirme-t-il.Â Je pense que ces accus infondÃ©es, car les sociÃ©tÃ©s coopÃ©ratives nâ€™excluent personne.â€• Sauf que de nombreux membres de lâ€™opposiţi Jimmy Gatoto tÃ©moignent du contraireÂ : lâ€™accÃ¨s aux activitÃ©s des coopÃ©ratives leur est interdit.Â â€œJe prÃ©fÃ¨re n participer aux activitÃ©s des Sangwe pour ne pas trahir mon parti, le CNLÂ [CongrÃ¨s national pour la libertÃ©]â€•,Â dit-il. Les graines de la discorde Sous maints aspects, lâ€™arrivÃ©e du prÃ©sident Ndayishimiye en 2020 a marquÃ© la fin dâ€™une pÃ sombre au Burundi. Au cours du dernier mandat de son prÃ©dÃ©cesseur, Pierre Nkurunziza, des centaines de dissidents ont Ã©tÃ© tuÃ©s, plusieurs organes de presse ont Ã©tÃ© fermÃ©s et des centaines de milliers de personnes ont fui le pays. Ndayishimiye a mis un terme Ã ces politiques et instaurÃ© un systÃ¨me plus inclusif. Cela Ã©tant, plusieurs analystes redoutent que les inÃ©galitÃ©s dâ€™accÃ¨s aux bÃ©nÃ©fices Ã©conomiques de ces sociÃ©tÃ©s et le manque de transparenc gestion ne menacent la toute jeune cohÃ©sion sociale. Ce qui pourrait avoir de dangereuses consÃ©quences. Le

politologue Guillaume Ndayikengurutse rappelle que les gouvernements prÃ©cÃ©dents aussi se sont servis des projets de dÃ©veloppement comme instruments politiques. Et que le sentiment dâ€™exclusion qui en a dÃ©coulÃ© constitue un des facte majeurs Ã lâ€™origine des crises cycliques quâ€™a traversÃ©es le Burundi.Â â€œLes mÃªmes causes produisent les mÃªme personnes exclues chercheront Ã faire valoir leurs droits dâ€™une maniÃ¨re ou dâ€™une autre, comme cela a Ã©tÃ© le cas pa passÃ©â€•,Â avertit le spÃ©cialiste. Gabriel Rufyiri, de lâ€™Observatoire de la lutte contre la corruption, partage cet avisÂ :Â â voulons dÃ©velopper notre pays, le gouvernement doit assurer le partage Ã©quitable des richesses et des ressources, conformÃ©ment Ã lâ€™articleÂ 69 de la Constitution burundaise.â€•Â Et de conclureÂ :Â â€œSi les coopÃ©ratives Sangwe co gÃ©rÃ©es comme elles le sont aujourdâ€™hui, loin de le construire, elles vont dÃ©truire le pays.â€• Lorraine Josiane Manisha Traduit de lâ€™anglais Lire lâ€™article original

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});